

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Guinée : Nana Akufo-Addo, désigné médiateur

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

La situation politique en Guinée-Conakry vient de prendre une nouvelle tournure avec la désignation comme médiateur, du président du Ghana Nana Akufo Addo. Il aura la lourde mission de pacifier les positions entre le pouvoir et l'opposition sur une crise politique majeure, ayant déjà fait plus de 40 morts depuis octobre dernier. Laquelle crise politique est née des manifestations contre le projet de nouvelle constitution soumis à référendum le 22 mars prochain, après un premier report. La Guinée accueille ce mardi 17 mars une délégation de haut niveau composée de chefs d'Etat ouest-africains.

Désigné par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), comme médiateur de ladite crise, l'ac-

tuel homme fort du Ghana n'a pas été choisi au hasard. Tant il connaît bien les principaux acteurs politiques de ce pays. Avec Cellou Dalein Diallo, le chef de file de l'opposition guinéenne, il entretient depuis des années des liens étroits. Alors opposant, il a rendu visite au président de l'UFDG à Conakry en 2016. Cellou Dalein Diallo pour sa part a été au Ghana l'année suivante alors que M. Addo était président. Tous membres du réseau libéral africain et de l'International Libéral, les deux hommes politiques se connaissent très bien.

Le président ghanéen est tout aussi en bons termes avec son homologue guinéen, Alpha Condé. Ils ont conjointement piloté la médiation de la CEDEAO dans la crise togolaise en 2018. Les présidents ghanéen Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé avaient été mandatés comme facilitateurs pour essayer de concier



Le président du Ghana devra user ses liens avec les acteurs guinéens.

Photo:AFP

lier les deux positions entre le pouvoir de Faure Gnassingbé (élu récemment pour un 4ème mandat) et la coalition des 14 partis de l'opposition.

A moins d'une semaine de la tenue du double scrutin législatif et référendaire controversé, la forte mission déployée par la CE-

DEAO va tenter de renouer le fil du dialogue déjà rompu depuis belle lurette entre Alpha Condé et l'opposition. Toute chose qui ne devrait pas être aisée.

En Guinée, les positions des différents protagonistes de la crise se sont tellement radicalisées qu'il est difficile d'imaginer réunir les

deux camps autour de la table dans le contexte actuel. C'est une véritable gageure. La mouvance présidentielle ferme toute possibilité de dialogue avec l'opposition autour du principal sujet qui divise : le référendum, censé ouvrir la porte d'un troisième mandat pour Alpha Condé (82 ans)

## Mission périlleuse pour quatre chefs d'Etat



Photo:AFP/L'Union

Le président guinéen, Alpha Condé, attend ses pairs de la Cédéao.

J.O. (sources: AFP)  
Libreville/Gabon

Mission difficile pour quatre chefs d'Etat ouest-africains qui se rendent aujourd'hui à Conakry, la capitale de la Guinée, pays en pleine crise politique, quelques jours avant la tenue prévue d'un référendum contesté sur une nouvelle Constitution. L'objectif de ramener la sérénité au sein de la classe politique,

avec en filigrane convaincre le maître des lieux de ne plus se représenter pour un troisième mandat au cas où le référendum de dimanche passerait.

Cette visite avait été annoncée dimanche par des responsables guinéens, qui n'en avaient pas précisé le jour de la semaine. La délégation sera composée des quatre chefs d'Etat du Ghana, de Côte d'Ivoire, du Nigeria et du Niger. La mission est mandatée par la Communauté économique

des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui avait déjà annulé une mission fin février.

La Guinée connaît depuis mi-octobre des manifestations et des violences contre l'intention prêtée au président Alpha Condé de briguer un troisième mandat fin 2020. Au moins 31 civils et un gendarme ont été tués depuis. L'organisation d'un référendum sur une nouvelle Constitution, et son couplage avec des législatives reportées à plusieurs reprises, font partie du plan de M. Condé pour mener à bien son projet, accuse l'opposition.

Le pouvoir a reporté au dernier moment ces consultations initialement prévues le 1er mars, dans un contexte de fortes tensions et de critiques émanant de la communauté internationale. M. Condé a depuis fixé à dimanche prochain la nouvelle date du référendum et des élections législatives. Les autorités guinéennes sont censées d'ici là nettoyer les listes électorales de près de 2,5 millions de noms, soit le tiers du fichier.

## Covid-19 : la France interdit les déplacements non essentiels



Emmanuel Macron s'est encore adressé aux Français hier.

Photo:DR

J.O. (sources: AFP)  
Libreville/Gabon

72 heures après sa dernière adresse aux Français, le président Emmanuel Macron s'est à nouveau hier plié à l'exercice. Cette fois-ci, moins long que celui de vendredi dernier, ce discours à la nation a mis une dizaine de minutes. Ainsi, le numéro un français a annoncé que les déplacements non essentiels seraient

interdits dès aujourd'hui à midi pour freiner la propagation de l'épidémie de coronavirus dans le pays. Toute chose qui vient conforter la balkanisation de l'Europe depuis que plusieurs pays de ce continent ont décidé de fermer leurs frontières respectives pour faire face au virus qui touche désormais la planète entière et dont l'Europe est devenue l'épicentre après la Chine.

"Dès demain midi et pour 15 jours au moins nos déplacements seront très fortement réduits", a déclaré le chef de l'Etat français, précisant que toute infraction sera "sanctionnée" et que le second tour des élections municipales, prévue le 22 mars, sera reporté. Un report des municipales qui était d'ailleurs demandé

«pour 15 jours au moins nos déplacements seront très fortement réduits»